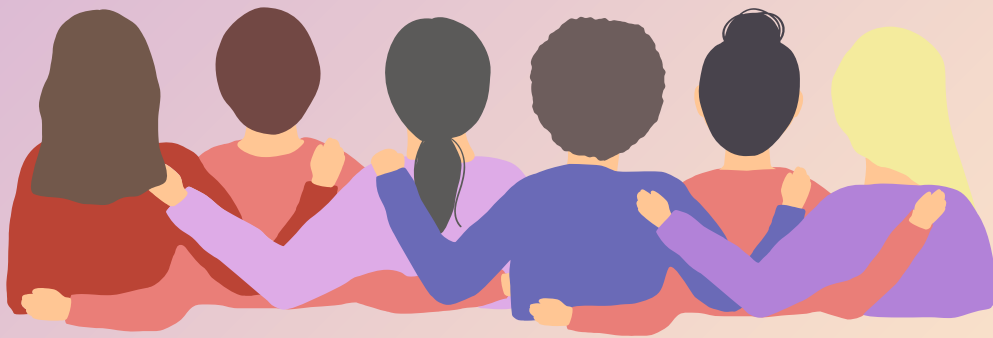


Rapport d'Activités

CIDFF SEF

2025



Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles

Sud Est Francilien Interdépartemental

Association loi 1901 - n° SIRET : 330 329 251 00053

5 boulevard de l'Europe, 91 000 EVRY-COURCOURONNES

contact91@cidff-sef.org – contact77@cidff-sef.org

<http://cidff-sef.org>



Sommaire

1 - Présentation générale de l'association.....	1
2 - Le secteur juridique	9
3 - L'accompagnement professionnel	18
4 - Le soutien psychologique	20
5 - Référente départementale pour la lutte contre les violences conjugales en Essonne.....	22
6 - L'information collective	24
7 - Financements	32

1. Présentation de l'association

Le mot du Président

L'année dernière , je vous faisais part de nos préoccupations quant aux financements de nos partenaires qui diminuaient leurs volumes de subventions,

Cette année ne sera pas différente de l'année précédente, mais les diminutions des subventions sont contenues, même si nous en avons été informés très tardivement (dernier trimestre 2025),

Ces incertitudes financières ont entraîné une diminution du nombre de salariées sur l'année pour ne pas mettre nos comptes en péril,

Nous avons aussi été contraints de fermer la ligne téléphonique d'information juridique en Essonne en avril du fait de la baisse des subventions qui ne pouvaient plus nous permettre de la faire vivre,

Ces mesures de prudence se sont imposées pour garantir le maintien de l'emploi et la pérennité de nos actions.

Nous continuons notre partenariat avec la fédération régionale des CIDFF, Le van sillonne l'Île-de-France et en particulier nos deux départements pour informer les femmes sur leurs droits, Avec la fédération régionale, nous participons aussi à la formation des Forces de l'Ordre,

Le rapport d'activité va vous être présenté par la directrice et son équipe, Il vous donnera l'étendue du travail accompli au cours de l'année écoulée et les projets à venir pour l'année qui est déjà à la moitié de sa durée,

Je remercie chaleureusement la directrice et son équipe pour leur implication au quotidien dans les actions de notre association, et le conseil d'administration pour son soutien tout au long de l'année, votre confiance nous aide à continuer notre chemin dans les deux départements,

Merci de votre attention,

Fait à Evry-Courcouronnes, le 22 juin 2026

Laurent Courtial, Président

Présentation du CIDFF

Sud Est Francilien Interdépartemental

L'objectif global des CIDFF, gage de l'agrément donné par l'Etat aux associations du réseau (98 centres en France), est de **FAVORISER L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES**

- = Sur l'ensemble des territoires du département,
- = Par tous moyens appropriés,
- = Avec un regard tout particulier sur l'accès à leurs droits et l'accompagnement des femmes et des jeunes filles vers plus d'autonomie.

Le CIDFF Sud Est Francilien interdépartemental (SEF), une structure associative, membre d'un réseau national et régional

- *Agrément de l'Etat pour une mission d'intérêt général*
- *Adhésion à un réseau national coordonné par une tête de réseau, la Fédération Nationale des CIDFF, à Paris*
- *Adhésion à un réseau régional coordonné par la Fédération Régionale des CIDFF d'Île de France*
- *Respect d'une charte déontologique commune et d'un projet associatif*

Toutes les actions du CIDFF sont gratuites pour le public bénéficiaire et financées selon les cas par l'Etat, la Région, le Département, les communes, communautés d'agglomérations ou de communes, ou par d'autres partenaires qui sollicitent une intervention dans ses domaines de compétence.

Le CIDFF SEF, présent en Essonne et en Seine-et-Marne

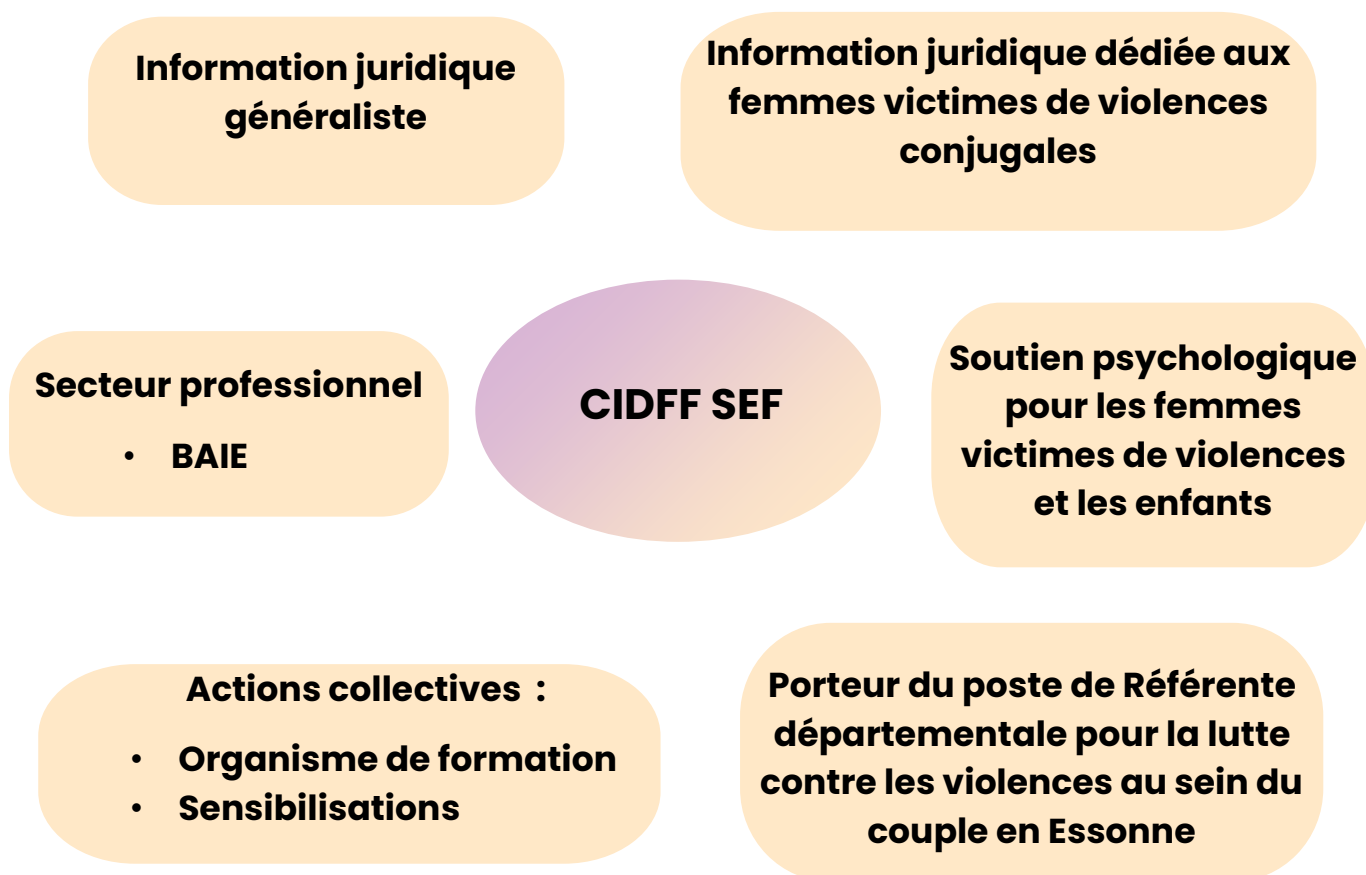
Le CIDFF SEF est présent sur l'ensemble des départements de l'Essonne et de la Seine-et-Marne avec 511 h hebdomadaires d'accueil du public.

Les locaux du siège à Evry, achetés en 2022 et investis en janvier 2023, abritent la gestion administrative, le fonds documentaire, les permanences téléphoniques du secteur juridique, les rendez-vous individuels de soutien psychologique et une grande partie de l'activité du secteur professionnel : c'est le siège de l'association, là où se pratiquent au quotidien échanges et travail en équipe.

Le cadre d'intervention du CIDFF SEF s'appuie sur l'ensemble de ses compétences et des services proposées pour décliner à l'échelle départementale les partenariats et conventions nationales

Cela se traduit au quotidien par des réunions partenariales auprès des différents acteurs du territoire (CLSPD/CISPD/groupe de travail divers/instance de coordination...). Ce maillage se fait notamment en lien avec les Déléguées Départementales aux Droits des Femmes et à l'Égalité et les conseils départementaux.

Les champs d'intervention du CIDFF SEF



Composition de l'association

Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles

Sud Est Francilien Interdépartemental (CIDFF SEF)

Adresse

5 boulevard de l'Europe, EVRY-COURCOURONNES

Site web

<http://cidff-sef.org>

Conseil d'administration :

Membre de Droit

- Clémence PAJOT _ Fédération Nationales des CIDFF - CNIDFF (tête de réseau des CIDFF), Directrice Générale
- Lucile MARTY _ Fédération Régionale des CIDFF IDF (coordinatrice)

Membres associés (personnes morales) (ayant droit de vote au CA et à l'AG) :

- Adolé QUAYE _ FIA-ISM Essonne, Bénévole
- Gilbert POMMEREAU _ UDAF 91, Vice-Président
- Grégory PERRIN _ Mission locale du Val d'Orge, Directeur
- Ana COURTIAL _ GRETA Essonne
- Sabrina MONTEIRO _ ASEA

Membres actifs du CIDFF SEF (personnes physiques) :

- Laurent COURTIAL _ Président
- Laurence HEQUET _ Vice-Présidente
- Anne-Marie LAZOU _ Trésorière
- Valérie CAUVET _ Trésorière-adjointe
- Claude MAFFAT _ Secrétaire

Partenaires invités (n'ayant pas de droit de vote) :

- Alexandre TOUZET _ Conseil Départemental de l'Essonne, 5^{ème} Vice-président délégué à l'administration générale, aux ressources humaines, à l'égalité homme-femme, au monde combattant et à la citoyenneté
- Jean-François PARIGI _ Conseil Département de Seine-et-Marne, Président
- Fatima OGBI _ Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud, Seine Essonne Sénart

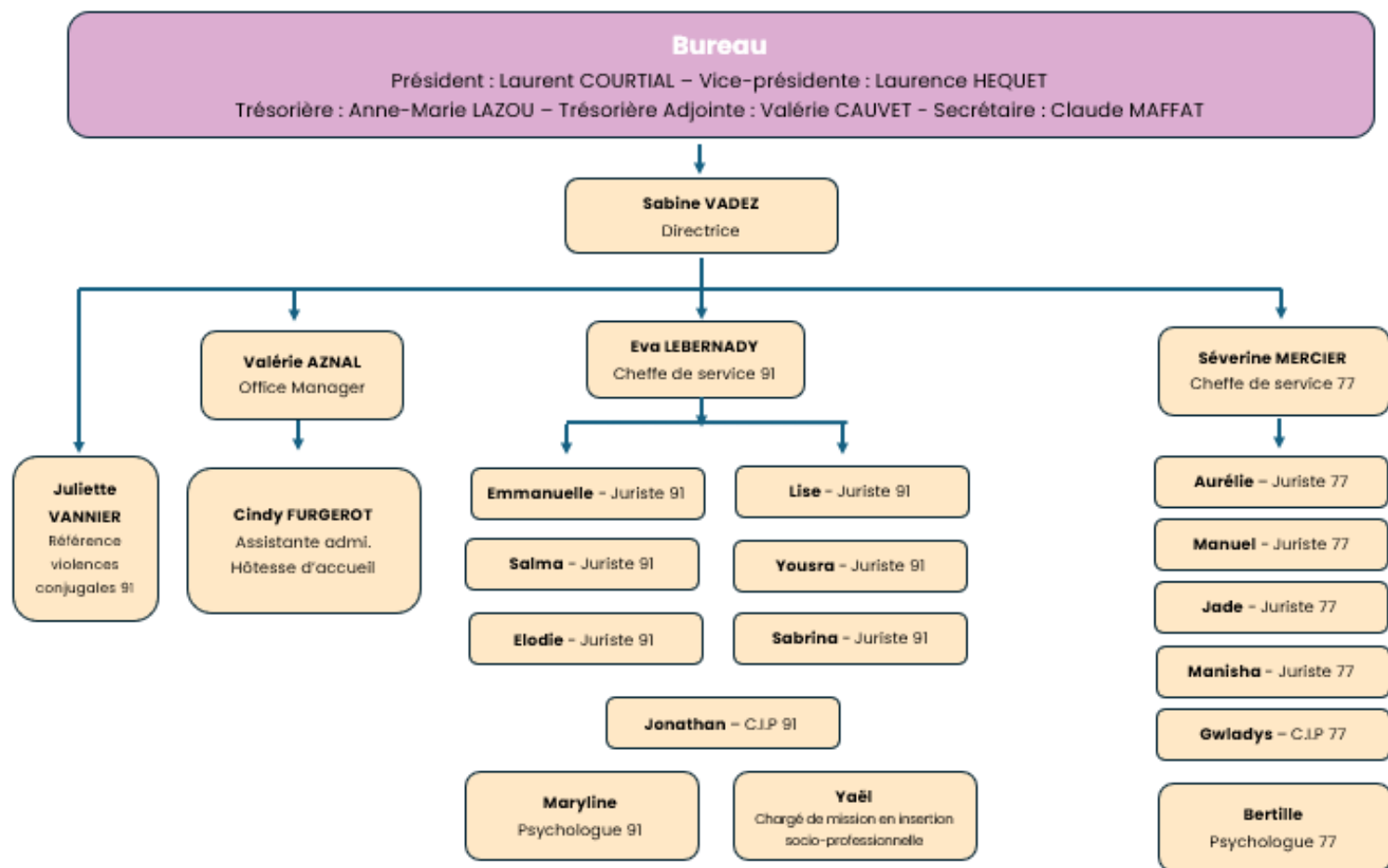
Adhérents ne siégeant pas au CA (ayant droit de vote à l'AG) :

- Commune de Moissy-Cramayel
- Commune d'Athis-Mons
- ARIES
- CMCAS91

Equipe d'encadrement

- Sabine VADEZ – Directrice
- Valérie AZNAL – Office Manager
- Eva LEBERNADY – Cheffe de service 91
- Séverine MERCIER – Cheffe de service 77

au 26/6/2026



Des partenariats riches et diversifiés

Le CIDFF SEF compte un large éventail de partenariats actifs et diversifiés qui enrichit son activité.

Au niveau départemental

- Le CIDFF SEF est membre des conseils d'administration d'ARIES, d'OSER, de TEMPO, de la MDEF-GPS et de la mission locale du Val d'Orge.
- Il siège à la commission du Bureau d'Aide Juridictionnelle en tant que représentant des usagers.
- Il est adhérent de l'association France Active Seine-et-Marne / Essonne, Tempo et FIA-ISM.
- Le CIDFF SEF participe au collectif essonnien contre les violences faites aux femmes.

Le CIDFF SEF 2025 en chiffres

13 672 personnes ont été informées et accompagnées par le CIDFF SEF en 2025 au cours de 14 179 entretiens :

☰ Informations juridiques

7 987 Essonniens informés sur leurs droits

4 361 Seine-et-marnais informés sur leurs droits

☰ Accompagnement de femmes victimes de violences conjugales

345 Essonniennes

256 Seine-et-marnaises

☰ Accompagnement socioprofessionnel ou à la création d'entreprise, des femmes

629 Essonniennes

54 Seine-et-marnaises

☰ Soutien psychologique des femmes

31 Essonniennes

9 Seine-et-marnaises

5 639 jeunes et adultes bénéficiaires **d'interventions collectives**

NOMBRE DE PERMANENCES

420 FRCIDFF

154 CIDFF SEF

36.66%

PERSONNES INFORMEES

49575 FRCIDFF

13672 CIDFF SEF

27.60%

ENTRETIENS MENES

82052 FRCIDFF

14179 CIDFF SEF

17.30%

FEMMES ACCOMPAGNEES EN EMPLOI

1162 FRCIDFF

683 CIDFF SEF

58.80%

ACTIONS COLLECTIVES

23983 pers. FRCIDFF

5639 pers. CIDFF SEF

23.50%

2. Le secteur juridique

L'information individuelle du public sur ses droits, le cœur de métier des CIDFF

- **Tout public**, femmes et hommes, de tous âges.
- Reçu avec ou sans rendez-vous, selon la volonté des structures d'accueil.
- Aucun dossier n'est conservé, il ne s'agit que d'information.

Les objectifs

- ▬ Egalité d'accès de tous à l'information sur leurs droits,
- ▬ Egalité des chances et lutte contre toutes formes de discrimination,
- ▬ Aide pédagogique dans la connaissance des démarches juridiques et administratives qui peuvent être entreprises par la personne concernée.

L'information juridique

Les permanences d'informations juridiques sont tenues sur 100 lieux de permanences répartis sur 74 communes des départements de l'Essonne et de la Seine-et-Marne.

- 61 points d'information juridique répartis sur 44 communes de l'Essonne :
 - 52 en zone urbaine (dont 9 sites en Quartiers Politique de la Ville)
 - 13 en zone rurale, dans les cantons sud du département
- 39 points d'information juridique répartis sur 30 communes de Seine-et-Marne :
 - 27 en zone urbaine (dont 5 sites en Quartiers Politique de la Ville)
 - 12 en zone rurale (dont 2 sites en Quartier Politique de la Ville)

Objectif : offrir à tout citoyen la possibilité d'avoir un accès facile et gratuit à ses droits, une explication des démarches à entreprendre et leurs conséquences, en fonction de sa situation globale.

Les intervenants : 10 juristes

Universitaires de 2nd cycle en Droit, formés aux techniques d'entretien, les juristes occupent des postes itinérants et sont tenus à une veille informative constante ; chacun bénéficie d'une demi-journée de mise à jour documentaire mensuelle au siège ainsi que de réunions d'équipe. Au-delà de leur formation initiale, les juristes suivent régulièrement, principalement au sein du réseau, des formations qui renforcent leurs compétences.



2025 : en un clin d'œil

100 lieux de permanences répartis
sur 74 communes

de l'Essonne et de la Seine-et-Marne

12 348
personnes informées

65%
femmes

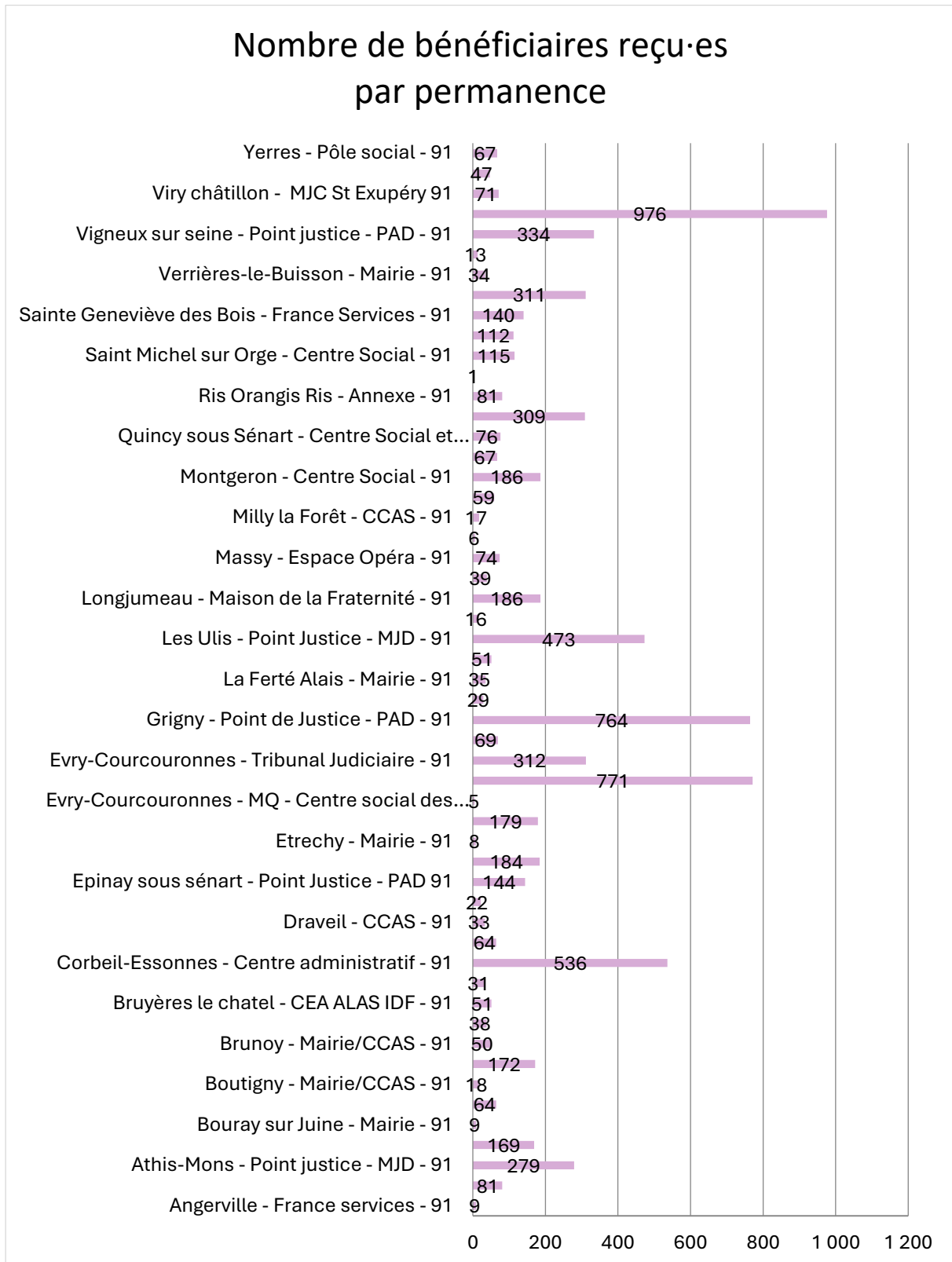


14 179
entretiens individuels

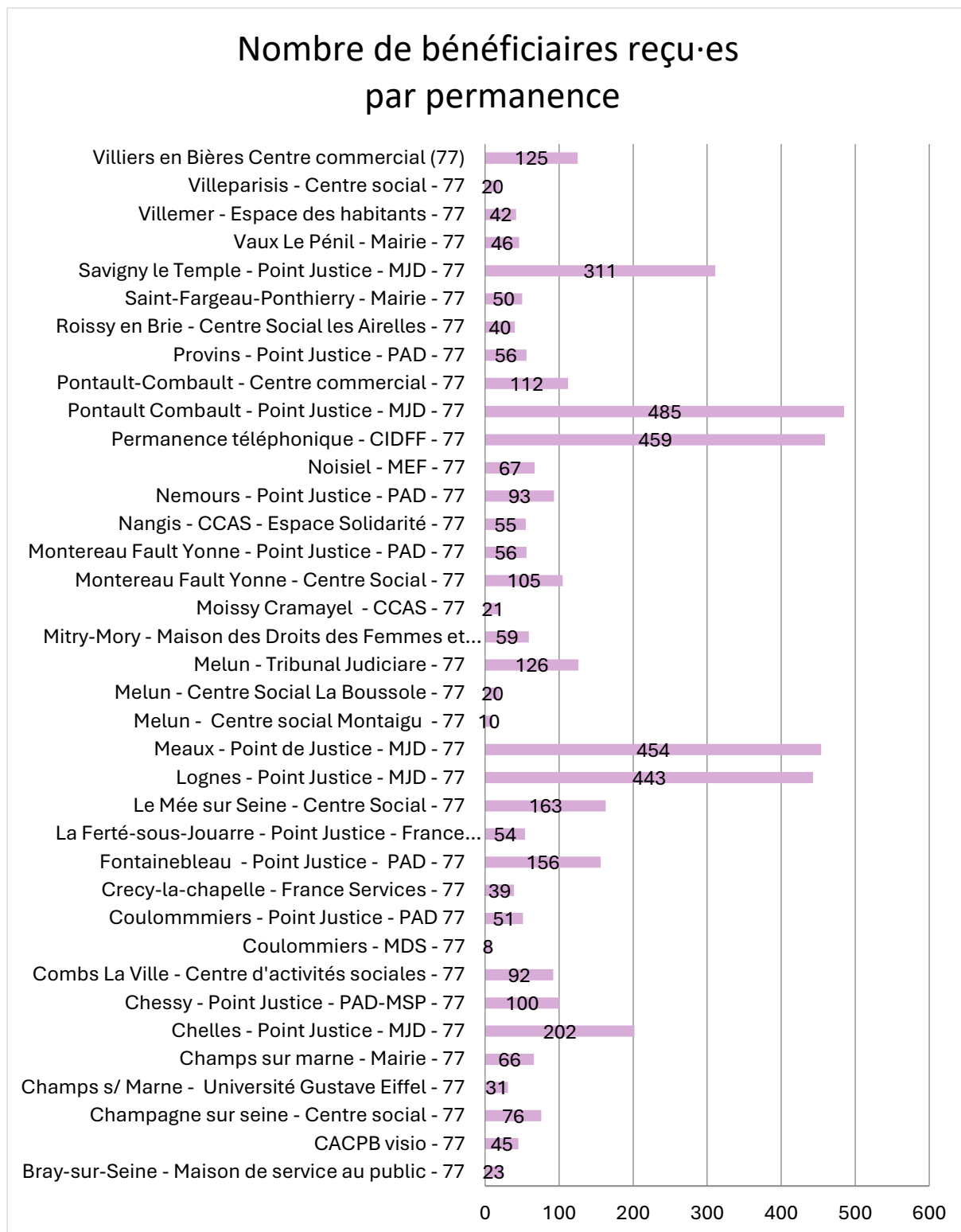


25 583
demandes
d'information

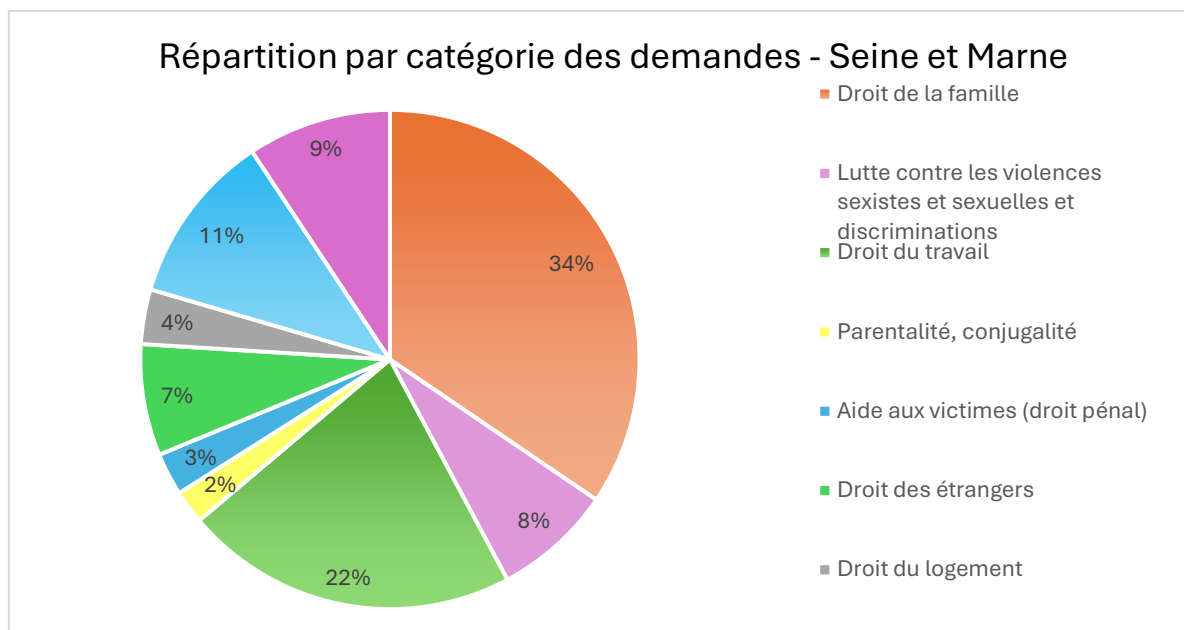
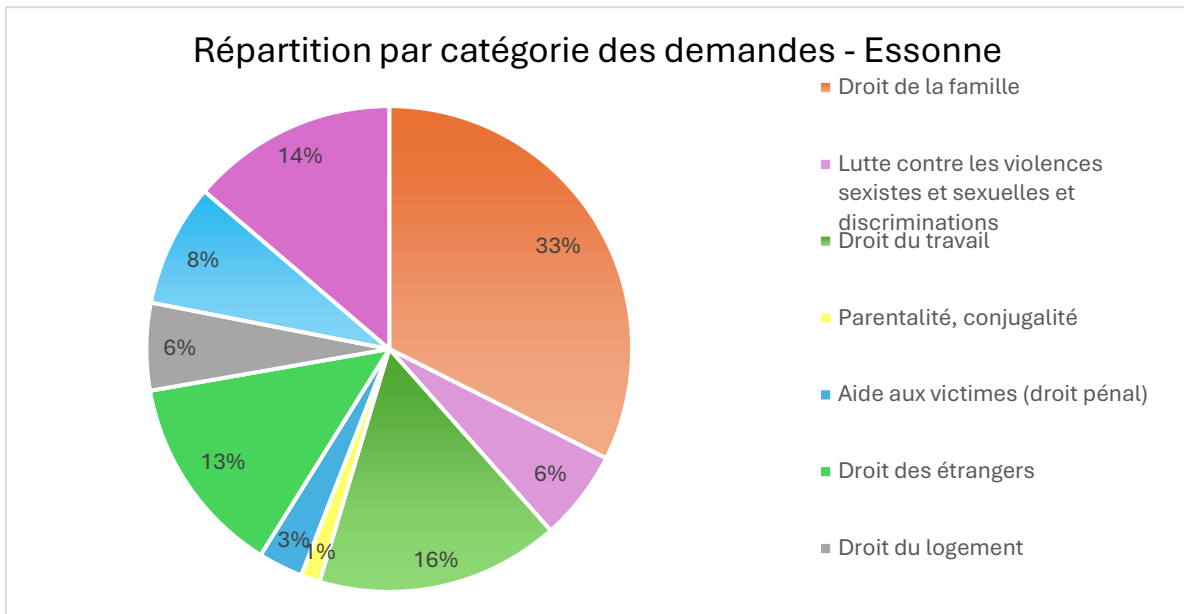
Nombre de bénéficiaires reç.u.e.s par permanence - 91



Nombre de bénéficiaires reç.u.e.s par permanence - 77



Caractéristiques des demandes d'information juridique



La situation de la personne reçue, quelle que soit sa question initiale, est toujours resituée dans sa globalité, personnelle, familiale, professionnelle s'il y a lieu, et environnementale.

Le temps d'une écoute positive peut être aussi important pour elle que le contenu des informations techniques données. Elle doit se sentir en confiance, non jugée, et savoir, une fois informée, qu'elle aura le choix –s'il y a lieu– de la suite à donner.

Une action spécifique :

Informer et accompagner les femmes victimes de violences conjugales

Ces permanences sont assurées par des juristes dans différents lieux dont des commissariats de police, brigades de gendarmerie et au sein de collectivités.

Essonne	Seine-et-Marne
Commissariats de police de Montgeron, Massy, Les Ulis et Arpajon	Commissariats de police de Lagny-sur-Marne, Moissy-Cramayel et Melun
Brigades de gendarmerie de Saint-Germain-lès-Corbeil, Bondoufle, Mennecy et Dourdan	Maison de Justice et du Droit de Chelles
Autres lieux : Police municipale d'Evry-Courcouronnes. Point d'accès au Droit d'Evry-Courcouronnes Maison de l'emploi et de la formation de Massy Association Léa Solidarité Femmes à Montgeron Maison des femmes Olympe à Longjumeau.	

Profil des victimes

- ▬ Ce sont des femmes de tous âges, majoritairement entre 26 et 55 ans, victimes de violences au sein de leur couple, ou en situation de post-rupture.
- ▬ Les victimes sont domiciliées sur l'ensemble des départements, zones rurales comme zones urbaines.
- ▬ Problématiques abordées : situation de violence vécue, rupture du couple et ses conséquences, procédures pénales et civiles à mettre en place, réflexion sur la poursuite de la parentalité et du vécu des enfants.

Également, selon les cas, problématiques de budget, de logement, d'hébergement et d'emploi. Les femmes qui ont besoin de travailler leur projet professionnel et/ou de trouver un emploi sont orientées vers le service d'accompagnement à l'emploi du CIDFF SEF.

2025 : en un clin d'oeil

601 femmes victimes de violences conjugales
Augmentation de 40%



345 femmes en Essonne
Augmentation de 23,2%

256 femmes en Seine-et-Marne
Augmentation de 70%

Partenariat

- ▬ Cette action trouve sa légitimité dans la compétence spécifique reconnue des CIDFF en lien avec la problématique des violences faites aux femmes et -plus localement- dans la convention signée en 2007, en Essonne, entre le CIDFF, la préfecture, la police nationale et la gendarmerie nationale.
- ▬ Celle-ci a permis le développement d'un partenariat étroit et positif avec les Forces de l'ordre.
- ▬ Cet accompagnement des femmes victimes de violences conjugales permet également au CIDFF SEF de participer à de nombreuses actions pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles, lors de la journée de lutte contre les violences faites aux femmes ayant lieu le 25 novembre



Les stages éducatifs en partenariat avec la ville d'Athis-Mons, le lycée Clément Ader et l'ACJE 91



Une convention a été signée pour la mise en place de stage éducatif à destination de jeunes scolarisés dans un établissement scolaire d'Athis-Mons et qui commettent des violences à caractère sexuel ou sexiste.

La mise en place du stage éducatif est décidée par la commission éducative de l'établissement, en partenariat avec la ville d'Athis-Mons. L'accord préalable du jeune et de sa famille doit être obtenu par l'établissement scolaire.

Le stage peut venir en complément d'une exclusion temporaire ou intervenir sans que le jeune ne soit exclu et dans ce cas intervenir à titre de « sanction ».

Le stage éducatif type se déroule, si l'emploi du temps des partenaires le permet, sur 4 demi-journées :

- 2 demi-journées au sein de l'ACJE,
- 1 demi-journée au sein du CIDFF
- 1 demi-journée à la mairie d'Athis-Mons.

Le CIDFF s'engage par ailleurs à proposer à la victime la possibilité d'un soutien psychologique.

Un jeune accueilli dans le cadre de ce stage en 2025



Participation aux forums pour le 25 novembre : journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes

Participation aux cinés débats et actions autour du 8 mars :



3. L'accompagnement professionnel

Le secteur emploi du CIDFF SEF se compose en 2 axes

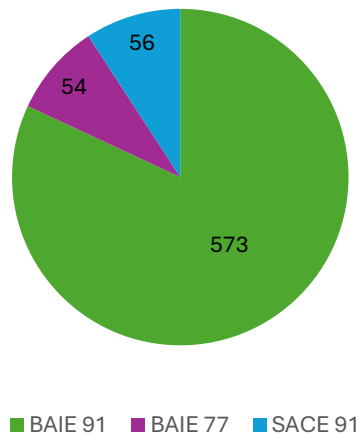
- Le **BAIE** (bureau d'accompagnement en insertion socioprofessionnelle) : propose aux bénéficiaires un accompagnement global et personnalisé en termes d'insertion à l'emploi en leur transmettant tout au long de leur parcours une méthodologie, des outils, afin de mettre en œuvre leur autonomie, leur indépendance au fil d'étapes identifiées ensemble.
- Le **SACE** (service d'accompagnement à la création d'entreprise) : favorise l'entrepreneuriat féminin, en proposant aux femmes qui le souhaitent de construire avec elles leur parcours de créatrice, de la validation de l'idée de création à la création elle-même, voire la post-crédation si la bénéficiaire le souhaite.

Objectif :

- == **Améliorer l'égalité professionnelle** entre les femmes et les hommes, en travaillant avec les femmes le choix de métier ou le projet de création d'entreprise qu'elles peuvent envisager en fonction de leur souhait, de leurs compétences, de leur situation personnelle et des perspectives du marché économique.
- == **Proposer aux femmes un espace qui leur soit spécifique** pour travailler leur projet professionnel, emploi salarié ou création d'activité, avec un personnel formé aux problématiques qu'elles rencontrent couramment : reprise de confiance, conciliation des temps de vie, développement de compétences, élargissement des choix professionnels, méthodologie de projet.



Nombre de bénéficiaire reçue par secteur



- le **BAIE** (accompagnement en insertion socioprofessionnelle) : 1 462 entretiens
- le **SACE** (accompagnement à la création d'entreprise) : 139 entretiens

Il s'agit de pouvoir **accueillir et accompagner les femmes du département, sans aucun critère sélectif**, quel que soit leur lieu de résidence, quartiers urbains, populaires ou non, communes rurales, dès lors qu'elles souhaitent s'inscrire dans une démarche de recherche d'emploi ou de création d'entreprise, afin de prendre, ou reprendre, leur place sur le marché économique.

Lieux de permanence :

- **10 sites en Essonne d'accompagnement professionnel** (dont 4 au sein d'un Quartier prioritaire de la Politique de la Ville) : Evry-Courcouronnes, Corbeil-Essonnes, Grigny, Longjumeau, Massy, au sein du LEAO Léa Solidarité Femmes à Montgeron,
- **3 sites en Seine-et-Marne d'accompagnement professionnel** : IDC Formation de Torcy et Dammarie-Les-Lys ainsi qu'au sein de la Maison Magdalena,
- **2 nouveaux sites en 2025** : Mise en place de permanences dans le 91, à la maison de quartier les Aunettes d'Evry-Courcouronnes, au sein du Mouvement du nid à Montgeron. Egalement un projet de permanences dans le 77 au Mée-sur-Seine et à Melun.

4. Le soutien psychologique

Depuis 2022, le CIDFF SEF a mis en place, en Essonne, deux jours de permanences hebdomadaires de soutien psychologique et un jour en Seine-et-Marne.

2 types de permanences sont proposées :

- pour les femmes victimes de violences
- pour les enfants

L'objectif

Le soutien psychologique s'inscrit dans l'accompagnement global que propose le CIDFF SEF aux femmes qui le sollicitent dans le cadre de la mission que lui confie l'Etat :

- Faciliter l'accès aux droits du public et en priorité aux femmes
- Lutter contre les violences faites aux femmes
- Promouvoir l'égalité Femme/Homme
- Soutenir la fonction parentale

Ces femmes sont reçues sur rendez-vous selon différentes modalités (présentiel, visioconférence, téléphonique) en prenant en compte les différentes zones rurales ou urbaines et les freins liés aux territoires : distance, transport, garde d'enfant...

Ces permanences ont à la fois pour objectif de soutenir les femmes dans leur parcours de prise de conscience et de sortie des difficultés et de les accompagner dans un parcours de sortie des violences, par la dimension santé physique et psychique.

Ce soutien vise également à considérer l'aspect santé, de faciliter l'accès aux soins et de favoriser l'autonomie et l'indépendance.

Les permanences psy

Les orientations sont essentiellement faites en Interne, par les juristes lors de leurs permanences d'accompagnement de femmes victimes de violences conjugales. Elles interviennent aussi via les MDS, CCAS, intervenantes sociales en commissariat ou tout autre partenaire.

En Essonne, les permanences hebdomadaires de soutien psychologique sont situées au siège du CIDFF SEF à Evry-Courcouronnes. Passage de deux permanences mensuelles et une permanence hebdomadaire au sein du centre pénitentiaire au quartier des femmes de Fleury-Mérogis à destination des détenues en soutien à leur vécu traumatique des violences et au sein de la CAF à destination des allocataires.

Sur le territoire de la Seine-et-Marne, ces permanences mensuelles sont assurées à la MDS de Lagny-sur-Marne, à la MDS de Chelles, à la MDS de Coulommiers ou au CCAS de Moissy-Cramayel. Faute de recrutement sur le poste à ce jour, les permanences en présentiel de la Seine-et-Marne sont suspendues.

Cependant, les Seine-et-Marnaises sont reçues par la psychologue présente sur le 91 en présentiel et en visioconférence.

2025 : en un clin d'oeil

40 femmes victimes de violences



31 femmes en Essonne

9 femmes en Seine-et-Marne

5. Référente départementale pour la lutte contre les violences au sein du couple en Essonne

Depuis le 10 juin 2016, le CIDFF SEF porte le poste de référente départementale pour la lutte contre les violences au sein du couple en Essonne, confié par le Préfet Délégué à l'Égalité des Chances.

Description du poste

Les actions de la référente départementale se sont articulées en quatre déclinaisons sur l'année 2025 :

- Organisation des Labs
- Lancement des Lab²
- Interventions et représentations
- Consultation des acteurs clés du territoire

Organisation des Labs :

Lab « Acteurs de la Santé » : Ce Lab a rassemblé 16 expertes et experts de terrain ainsi que 10 « membres ressources » et 4 professionnels du LEAO Massy. Au total, ce sont 30 professionnels qui ont collaboré au sein de ce groupe de travail.

Lab « Acteurs du Droit » : Ce Lab a rassemblé 16 expertes et experts de terrain ainsi que 5 « membres ressources » et 4 professionnels du LEAO Ris-Orangis. Au total, ce sont 25 professionnels qui ont collaboré au sein de ce groupe de travail.

Lab « Vers une solution pour le Sud de l'Essonne » : Ce Lab a rassemblé 27 expertes et experts de terrain ainsi que 4 « membres ressources » et 2 professionnels du LEAO Montgeron. Au total, ce sont 33 professionnels qui ont collaboré au sein de ce groupe de travail.

Lancement des Lab²

Lab² « L'engagement des villes dans la lutte contre les violences conjugales » Ce Lab² rassemble 43 expertes et experts de terrain au sein de ce groupe de travail.

Lab² « Les violences conjugales chez les couples adolescents et jeunes adultes » Ce Lab² rassemble 26 expertes et experts de terrain au sein de ce groupe de travail.

Lab² « Prendre en charge l'auteur, c'est protéger la victime » Ce Lab² rassemble 16 expertes et experts de terrain au sein de ce groupe de travail.

Lab² « Le continuum des violences en parcours migratoire » Ce Lab² rassemble 14 expertes et experts de terrain au sein de ce groupe de travail.

Interventions et représentations

Dans le cadre de la dimension partenariale de ses missions, la référente départementale a pu se rendre à de nombreux événements pour y intervenir directement et présenter les avancées du Nouveau Plan Départemental ou représenter la DDLVC lors d'événements organisés par les différents acteurs du territoire.

Tout au long de l'année 2025, la Référente départementale pour la lutte contre les violences conjugales s'est ainsi rendue à 24 interventions et représentations, ce qui lui a permis de rencontrer **922 acteurs**.

Ex : - Intervention de la délégation à la CAF lors de la journée du travail social, le 18/03/2025, devant 52 agents.

- Présentation du NPD à l'occasion du COPIL de l'Observatoire de Corbeil-Essonnes le 17/06/2025, devant 30 personnes.

6. L'information collective

Les actions collectives recouvrent deux grands axes d'intervention :

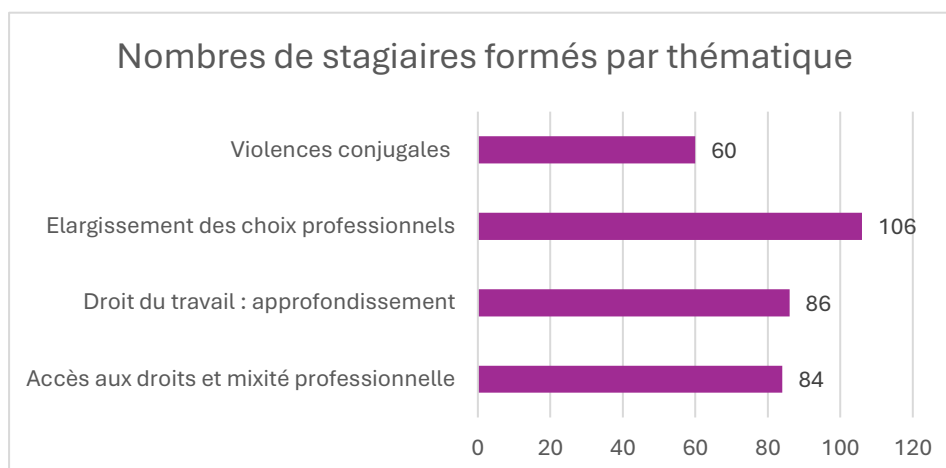
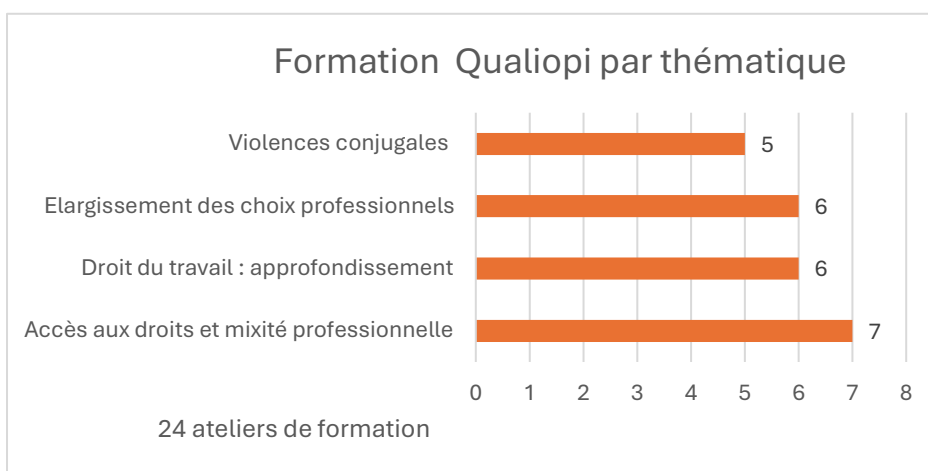
- = Les formations.
- = Les sensibilisations



Depuis le 15 décembre 2021, le CIDFF SEF est certifié Qualiopi.

Le taux de satisfaction des participants est de 99,31 % de personnes satisfaites et très satisfaites.

En 2025, l'équipe du CIDFF SEF dans son ensemble (directrice, cheffes de service, juristes, conseillères en insertion socio-professionnelle et psychologue) a, grâce à des compétences diverses et reconnues, formé et sensibilisé **5639 personnes** (53.41% de femmes) **pour 1 168 heures d'intervention**. Les groupes étant plus ou moins importants selon le format des actions.



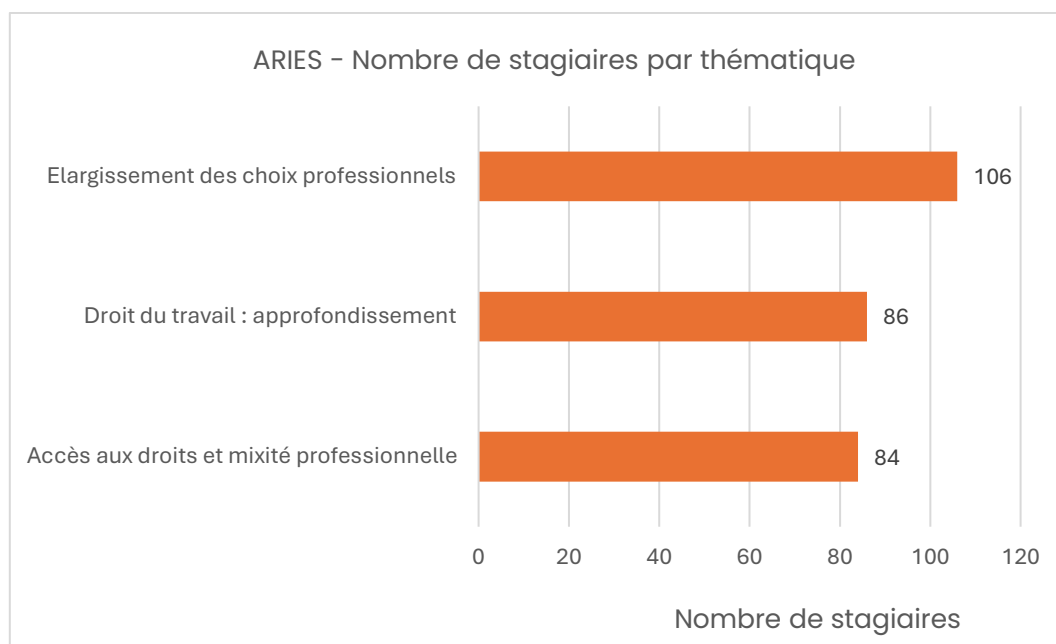


Parcours Entrée dans l'Emploi (PEE) / ARIES et Conseil Régional d'Ile de France

Le CIDFF SEF est l'un des partenaires de la plateforme de mobilisation portées par ARIES (financement Conseil Régional Ile-de-France). En 2025, 276 stagiaires ont participé aux sessions de formation du CIDFF SEF pour 1168 heures de formation, délivrées à 168 femmes et 108 hommes.

Tous les mois, le CIDFF SEF organise trois journées de formation sur les différents sites autour de thématiques diversifiées :

- Elargissement des choix professionnels
- Accès au Droit/Mixité professionnelle
- Droit du travail approfondi

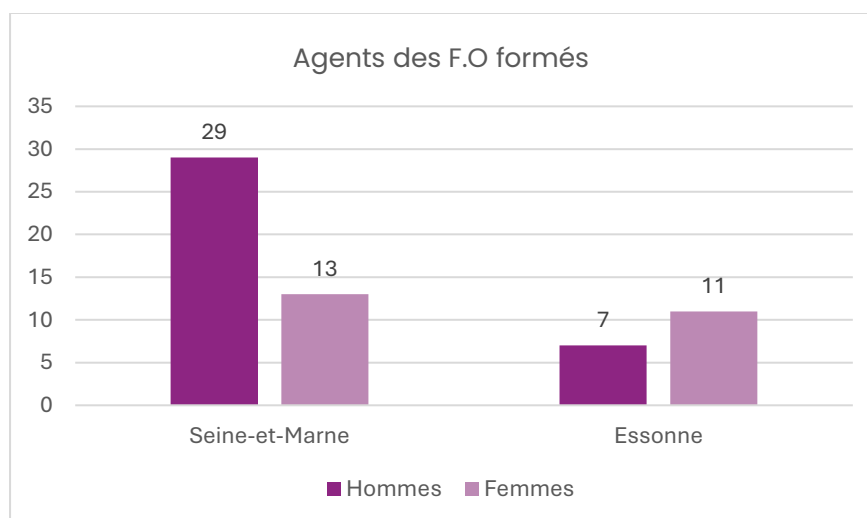




Formation des Forces de l'ordre

En 2023, la Fédération Régionale des CIDFF d'Ile de France a répondu à un appel à projet du Centre Hubertine-Auclert pour dispenser des formations sur le thème de la lutte contre les violences conjugales à destination des Forces de l'ordre. Dans ce cadre, chaque CIDFF intervient pour les formations sur son territoire départemental d'agrément.

En 2025, 5 sessions de formations ont permis de former 60 gendarmes et policiers aux mécanismes des violences conjugales et à l'accueil des victimes de violences, dans la brigade de gendarmerie de Melun, les polices municipales de Vigneux-sur-Seine, Dourdan, Les Ulis, Igny, Breuillet, Angerville, de la communauté de communes entre la Juine et la Renarde, de la communauté d'agglomération Val d'Europe Agglomération, de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud.





Atelier de sensibilisation à l'égalité filles-garçons pour le public scolaire (élèves et collégiens) :

- Toutes les écoles élémentaires - Les Ulis
- Collège La Vallée - Epinay-sous-Sénart
- Ecole élémentaire F. J. Decourbe - Melun
- Ecole élémentaire Jule Ferry - Melun
- Ecole élémentaire Albert Camus - Melun
- Ecole élémentaire Jean Racine - Le Mée-sur-Seine
- Collège Pierre Brossolette - Melun
- Collège Les Capucins - Melun
- Collège Armand Lanoux - Champs-sur-Marne

50 ateliers réalisés



Actions collectives au sein des Maisons d'arrêt de Fleury-Mérogis

En complément de la mise en place des permanences d'accompagnement Emploi au sein de la Maison d'arrêt des femmes, nous avons proposé des temps d'échanges collectifs :

- = Accès aux droits et la citoyenneté
- = Autorité parentale
- = Droit du travail
- = Liberté / Egalité

Les inscriptions aux ateliers sont des demandes directes de la part des détenues (par l'intermédiaire des Conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation (CPIP) lors des entretiens ou grâce à des courriers ou au cours de la permanence CIDFF SEF) ou des orientations réalisées par les CPIP.

13 ateliers réalisés



Ateliers OFII : pour le public ayant signé un CIR depuis moins de 5 ans

Depuis septembre 2020, nous intervenons tous les mois au cours de la 4^{ème} journée de formation du Contrat d'intégration républicaine (CIR) sur les thèmes « emploi » et « social ». Nous proposons 9 thèmes :

- Liberté – Egalité Femme/Homme
- Accès au droit et citoyenneté
- Création d'entreprise : pourquoi pas moi ?
- Articulation des temps de vie
- Mixité professionnelle
- Autorité parentale
- Sensibilisation aux violences conjugales
- Droit du travail
- Technique de recherche d'emploi

72 ateliers réalisés dans le 91 – 66 ateliers réalisés dans le 77



Actions collectives : Dispositif « DEMANDEZ ANGELA »

Cette action s'inscrit dans un contexte préoccupant : selon le Haut Conseil à l'Egalité (HCE), 8 femmes sur 10 déclarent ne pas se sentir en sécurité lorsqu'elles se déplacent seules le soir. Le dispositif « Demandez Angela » permet de trouver refuge et assistance dans les établissements partenaires en cas de harcèlement de rue.

Dans ce cadre, un nouveau partenariat avec l'Université de Paris-Saclay, a permis de mettre en place le dispositif « DEMANDEZ ANGELA » au-delà de ses campus, dans les villes environnantes, afin de garantir des lieux sûrs pour les étudiant-es, les personnels et l'ensemble de la population.



En 2025 sur l'Essonne, le CIDFF SEF a animé des ateliers de sensibilisation pour les commerçants, et agents de la ville sur les territoires de Palaiseau, Gif-sur-Yvette, Orsay, Bures-sur-Yvette.

Une présentation de ce dispositif a été faite aux commerçants de Dourdan et une sensibilisation devrait intervenir en 2026.

13 ateliers réalisés dans le 91 – 128 personnes sensibilisées



Sur le territoire de la Seine-et-Marne, un partenariat a été également développée avec la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ce qui a permis de sensibilisés les commerçants et agents de la ville sur les communes de Chelles, Villeparisis et plus largement sur l'ensemble de la communauté d'agglomération.

6 ateliers réalisés dans le 77 – 55 personnes sensibilisées



Ateliers T.A.D. « Tous Actifs et Dynamiques » à partir du dernier trimestre 2025.

Objectifs :

- Adopter une image positive de soi pour gagner en estime et en confiance
- Apprendre à identifier son talent et son potentiel afin de se valoriser
- Redevenir acteur de son quotidien et de son parcours



→ Pour essayer de devenir autonome dans les différentes démarches du quotidien

Nos professionnels animent deux groupes : un groupe TAD Nord (MDS d'Athis-mons) et un groupe TAD Nord-Est (MDS Montgeron).

Les conseillers d'insertion professionnelle interviennent à raison d'une demi-journée par semaine auprès du groupe (sauf vacances scolaires).

Sur le groupe TAD Nord, l'action a débuté en octobre 2025. 18 personnes ont été orientées par la MDS d'Athis-Mons en 2025 et 7 sont entrées dans l'action.

Sur le groupe TAD Nord-Est, l'action a démarré en octobre 2025. 20 personnes ont été orientées par les MDS du Val d'Yerres Val de seine et 12 sont entrées dans l'action.

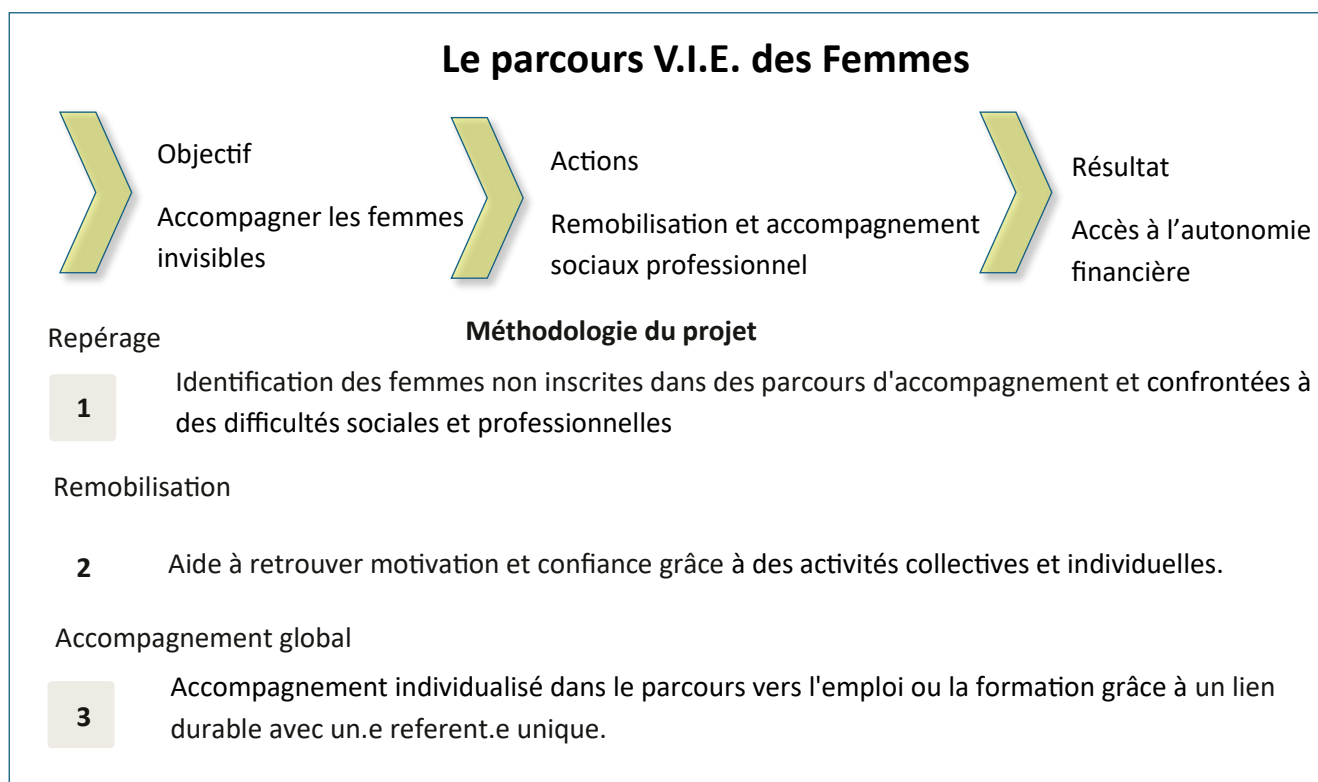
Nos CIP ont travaillé sur des thématiques variées : l'estime et la confiance en soi, la vie en société, les stéréotypes et préjugés, la notion de liberté, être acteur de son quotidien, ainsi que l'intervention de juriste pour l'accès au droit.

26 ateliers réalisés



V.I.E. des femmes : Vers l'Insertion et l'Emploi des femmes

En novembre 2024, le CIDFF SEF est l'un des lauréats de l'Appel à Manifestation d'Intérêt O2R (Offre Repérage et Remobilisation) pour son projet V.I.E. des Femmes. Un consortium a été constitué entre le CIDFF SEF et le CFP CAGPS.



Femme cible

- Eloignées de l'emploi, notamment celles résidant dans des quartiers prioritaires politique de la ville ou zones rurales,
- En situation de précarité, d'isolement ou confrontées à des freins multiples (garde d'enfants, accès au logement, mobilité...),
- Issues de parcours migratoires : primo-arrivantes, bénéficiaires de la protection temporaire ou demandeuses d'asile depuis plus de 6 mois,
- Victimes de violences,
- En parcours de sortie de prostitution.

Territoire essonnien
Quartiers prioritaires de la
politique de la ville
et zones rurales

Durée :
3 à 5 mois (ne pouvant dépasser
12 mois, total de 176h (dont
passerelle 90h)

Suivi individuel :

Minimum 2 rencontres en
présentiel par mois avec un.e
référent.e unique

Ateliers collectifs :

Jusqu'à 208h en remobilisation
et 176h en accompagnement
socio-professionnel

96 femmes repérées / 22 femmes entrées en parcours

96 femmes ont été repérées en 2025, 22 sont entrées en accompagnement V.I.E : 3 ont bénéficié d'un accompagnement assuré par nos juristes sur le volet « violences conjugales » et 3 étaient en parcours de sortie de prostitution.

Les démarches accomplies auprès des 74 femmes n'ayant pas pu intégrer le dispositif ne seront pas financées. En 2025, ces 74 femmes ont bénéficié de :

- 92 entretiens individuels avec un CIP
- 135 entretiens individuels avec une intervenante sociale pour aider à identifier et lever les freins sociaux : logement, santé, niveau linguistique, démarches administratives, aides sociales, garde d'enfant ...
- 23 entretiens avec une juriste dans le cadre de permanences spécialisées violences conjugales

19 femmes repérées en 2025 sont toujours suivies par les CIP en 2026 et poursuivent le travail de définition de leur projet professionnel et d'insertion. Les autres ont suspendu leur accompagnement et ont été orientées vers le droit commun pour une prise en charge sociale ou professionnelle.



V.I.E. des femmes



7. Nos financeurs



Mairie-angerville.fr
Une Ville tournée vers l'avenir!



Bouray-sur-Juine



Boutigny-sur-Essonne
site officiel



CORBEIL-ESSONNES



ville d'évry
courcouronnes



VILLE DE Grigny

La Ferté Alais

Ville de Lardy

Ville de Linas

MASSY
Ma Ville Avance



RIS-ORANGIS



VERT LE PETIT





TERRITOIRES
d'INTÉGRATION



• FONTAINEBLEAU





JUIN 2026

Coordination et rédaction

Sabine Vadez

A participé à la rédaction

L'équipe du CIDFF SEF

Illustrations

Anna Wanda Gogusey

Adobe Stock